



Les travailleuses et travailleurs de la recherche scientifique se mobilisent contre les politiques d'austérité qui étouffent la recherche publique

Les conséquences des politiques d'austérité impulsées par la BCE et les institutions européennes, approuvée et appliquées par les gouvernements de chaque pays membre de l'UE, non seulement conduisent à l'augmentation imparable du chômage, en particulier des populations plus jeunes, mais aussi au démantèlement progressif des systèmes sociaux dans l'éducation, la santé, le logement qui ont constitué les piliers de la société européenne.

Les systèmes publics de recherche et l'enseignement supérieur ne pourraient rester intacts de ces politiques régressives ; les travailleurs de la recherche et le personnel universitaire assistent jour après jour, année après année, à des actions qui, avec des nuances et des particularités par pays, comportent des éléments clés communs :

- une orientation progressive de la recherche qui privilégie la commercialisation de ses résultats, soumise de plus en plus aux intérêts des grands groupes industriels et de pression
- un abandon de l'implication sociale de la science, de son caractère critique face à la réalité et les pouvoirs établis, une perte de la liberté de recherche et de son approche des grands problèmes de l'humanité orientée vers une société ouverte et pérenne.
- une perte de l'autonomie des grands organismes de recherche (CNRS, CNR, CSIC etc.) et des universités, soumis à une gestion technocratique, où la participation et la représentation des personnels perdent leur poids et leur capacité d'influer sur l'orientation.

Plus concrètement, tous les pays font l'expérience d'une réduction accélérée de leurs budgets publics de recherche, une précarisation croissante des emplois et un accroissement très dangereux de l'âge moyen des personnels statutaires, à cause de l'absence de nouveaux plans de recrutements et le report continu de l'âge de départ à la retraite, résultat des « réformes » néolibérales.

Dans ce contexte, l'Europe est sur le point de perdre un des instruments de base qui pourrait lui permettre de jouer un rôle dans le futur, déjà présent, d'une société globalisée. Cette situation pourrait s'aggraver si l'Europe ne met pas en marche des politiques expansives qui, pour la recherche, inversent notre situation de déclin. L'Europe occupe la quatrième place, après les USA, le Japon et la Chine, en termes de dépenses en R&D dans le PIB, s'étant montrée incapable d'atteindre l'objectif de 3% qui était déjà annoncé dans l'Agenda de Lisbonne pour 2010. La stratégie européenne Horizon2020 ne montre pas de signe d'inverser cette situation : bien plus, elle accélère les processus de marchandisation croissante de la recherche européenne.

Cette situation est particulièrement grave dans les pays du sud européen, où les politiques d'austérité ont été particulièrement agressives : Grèce, Espagne, Portugal, Italie et maintenant France font l'expérience de cette situation avec une dureté particulière. Les problèmes pour les systèmes de recherche de ces pays s'aggravent, si l'on considère que ce sont justement des pays contributeurs nets aux fonds européens de recherche et que, sauf exceptions, leurs institutions scientifiques présentent une plus grande faiblesse. La fuite des cerveaux des pays les plus frappés par la crise vers ceux de meilleur niveau de revenus s'accélère, provoquant parallèlement un appauvrissement de leurs ressources scientifiques.

Les travailleurs de la recherche et universitaires ne peuvent rester inactifs devant ce panorama. Et ne le seront pas : au moyen de différents mouvements, avec l'appui de leurs syndicats, comme « Carta por la ciencia » et « Marea Roja » (« Lettre pour la science » et « Marée rouge » Espagne),

« Per la scienza, per la cultura » (« Pour la science, pour la culture », Italie), jusqu'aux grandes manifestations de tous les travailleurs du secteur public italiens à Rome le 8 novembre, ont commencé une campagne de mobilisations, initiée en France en juin dernier par la réunion plénière du comité national de la recherche scientifique, et se poursuivant en Italie, Espagne, Grèce, Portugal.

Dans ce contexte, différentes initiatives de promotion des revendications des travailleurs scientifiques, comme la participation à la « Nuit de la recherche », aux fêtes de la science, en France une marche pour la science (« Sciences en marche ») animeront les villes et centres de recherche à partir du 26 septembre, actions et assemblées se tiendront dans différents lieux, pour converger en événements publics dans la capitale de chaque pays le 17 octobre.

Les objectifs sont communs : rétablir le rôle central de la recherche scientifique comme signe d'identité et garantie d'avenir d'une société européenne ouverte, pérenne et solidaire.

Pour cela il est nécessaire :

- une augmentation pluriannuelle et stable du financement public pour que soit assuré la pérennité des systèmes nationaux de recherche en accord avec les objectifs de la déclaration de Lisbonne
- une augmentation considérable des postes pour garantir le rajeunissement du personnel
- le déroulement des carrières professionnelles et la reconnaissance des spécificités des tâches de recherche dans et hors du secteur public
- une réduction des politiques de précarité qui empêchent la consolidation des équipes de travail
- un rétablissement de la démocratie interne et du respect des droits de participation des travailleurs de la recherche à toutes les instances de gouvernance de leurs institutions.